SOCIAL-

RESTRUCTURATION À L'AVENIR : UNE MOBILISATION POUR SAUVER LE JOURNAL

près le coup de massue de l'annonce par la direction de *L'Avenir* d'un plan de restructuration qui passera par la suppression d'un quart des effectifs, l'heure est au combat. Comment faire pour contrer ce plan létal pour la qualité de l'information et, sans doute, pour les quotidiens qui composent le groupe ?

Plutôt qu'une restructuration ou un rapprochement avec Rossel - que pourrait préfigurer la décision de faire imprimer les quotidiens de *L'Avenir* sur les rotatives de Rossel -, pourquoi ne pas opter pour un scénario innovant et qui remette le personnel au cœur du processus? Une société coopérative et participative, éventuellement soutenue par un groupement de lecteurs, de communes et un ou plusieurs opérateurs privés, permettrait en effet aux travailleurs d'avoir leur mot à dire dans la gestion et la ligne éditoriale.

Et on l'a vu depuis un mois : le personnel s'est mobilisé pour informer au mieux ses lecteurs des enjeux. Lire en page 3. FÊTE-



JOURNALISTE À LA UNE----

ETRE JOURNALISTE EN LOCALE, LA PROXIMITÉ DE LONGUE HALEINE

S.L.

Anne-Françoise Bertrand est journaliste en presse locale depuis vingt ans. Les élections communales sont un rendez-vous important pour elle et ses collègues, à la fois l'aboutissement et le prolongement d'un inlassable travail de proximité.

rente-et-une communes, s'étendant de Wasseiges à Anthisnes et de Clavier à Oreye, forment le territoire que couvrent les sept salariés du *Jour Huy-Waremme* et leur réseau de correspondants locaux. La zone compte des villes – Huy, Waremme, Hannut – et des communes purement rurales. Anne-François Bertrand, 43 ans dans quelques semaines, couvre deux de ces communes

depuis une dizaine d'années : Engis, mélange de campagne et d'industrie en bord de Meuse, et Saint-Georgessur-Meuse, à quelques encablures de l'autoroute E42. S'y ajoutera dans les prochaines semaines la commune de Wasseiges, où l'on trouve près de 90% de terrains agricoles.

Anne-Françoise Bertrand n'avait pas d'idée arrêtée sur le cours qu'elle voulait imprimer à sa carrière, tout en reconnaissant une prédilection pour l'écrit. Ce sont ses stages, effectués à *Vers L'Avenir Huy* et à *Canal C*, qui l'orientent vers l'information locale. Elle ne la quittera plus. Elle aime le contact avec les gens que son travail lui permet, le fait que ça bouge et que l'on puisse y suivre des dossiers du début à la fin.

Suite en page 8.

Sophie Lejoly

SOMMAIRE

02 Modération : un commentaire sur dix est rejeté \

Dé Indépendants : la FEJ réfléchit à la manière d'améliorer les conditions de travail des indépendants ****

06 Diversité : le 14 décembre, journée d'étude sur les femmes dans le journalisme 🛝

17 Sur scène : le Live Magazine, un nouveau média qui prend son envol

LES 20 ANS DE L'AJP

Le 25 octobre dernier, l'AJP fêtait ses vingt ans aux Halles Saint-Géry. L'occasion de se retrouver autour de quelques verres et verrines, mais également de faire le point. Philippe Leruth, dernier président de l'AGJPB et à ce titre acteur de premier plan de la fédéralisation, a évoqué le contexte de l'époque et les étapes qui ont mené à la création de l'AJP et de la VVJ. François Ryckmans, président en exercice de l'AJP, a analysé la situation actuelle, tandis que Ricardo Gutiérrez, secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes, se livrait à un exercice de prospective en réaffirmant sa foi dans le journalisme et les associations qui le défendent.

PHILIPPE LERUTH: "LA FÉDÉRALISATION? PAS DEMANDEURS, MAIS NOUS ÉTION

hilippe Leruth, dernier président de la structure nationale – par ailleurs le premier président wallon de l'AGJPB – et premier président de l'AJP se remémore les moments importants de cette transition:

Personne ne parle de la fédéralisation de l'AGJPB au moment où je succédé à Piet Debusschere en 1995. Trois ans plus tard, le 28 février 1998, l'assemblée générale qui rassemble plus de 600 membres, présents ou représentés, approuve la fédéralisation par

Bien longtemps auparavant, fin des années 1980, les indépendants de la section Liège-Luxembourg expriment vigoureusement leur désaccord avec la manière dont les problèmes des indépendants sont gérés « depuis Bruxelles ». Feu Marcel Bauwens, président, et Piet Debusschere, vice-président, se déplacent à Liège pour une soirée-débat très animée.

Sous ma présidence de l'AGJPB, une divergence linguistique se manifeste rapidement lors du renouvellement de la convention collective de la presse écrite quotidienne. La demande des éditeurs est d'introduire un mécanisme d'évaluation individuelle, dont dépendrait la rémunération. Les délégués francophones s'y opposent massivement, alors que les délégués flamands, dans leur grande majorité, y sont favorables.

Le 5 juin 1997, une manifestation nationale - la première du genre et la seule à l'heure actuelle - des journalistes est organisée à

Bruxelles et, si elle est un succès, plus de 80% des journalistes présents sont francophones. Quelque temps après, toujours pour appuyer les revendications des journalistes, une grève démarre au « Soir », et de là, s'étend rapidement à tous les journaux francophones. Aucun journal flamand ne participe à la grève.

Au bout du compte, la convention collective nationale ne sera pas renouvelée. Mais après la fédéralisation de l'Association belge des éditeurs de journaux, une convention collective, reprenant les termes de la convention collective nationale, sera rapidement signée côté francophone, alors que côté flamand, des conventions d'entreprises, différentes d'un groupe de presse à l'autre, la remplaceront.

L'ENJEU DES SUBSIDES

C'est dans ce contexte de la négociation sur la CCT pour la presse quotidienne que le vice-président flamand, Gerrit Luts, vient me rencontrer et m'annonce que nous sommes les deux derniers président et vice-président nationaux de l'AGJPB. Pour expliquer sa démarche, il évoque une pression du gouvernement flamand qui ne veut plus subsidier une union professionnelle unitaire. Cette pression de l'administration flamande se faisant de plus en plus forte, c'est le financement de l'AGJPB qui est en péril : le comité directeur unitaire met donc en chantier la fédéralisation de l'AGJPB.

membres de l'AGJPB, surtout flamands, sont favorables à la fédéralisation, qu'ils appellent... défédéralisation; d'autres, surtout en Wallonie, n'en sont pas demandeurs, mais y sont prêts (notamment en raison des problèmes de négociation sur la CCT); et puis il y a des opposants virulents, francophones et flamands, les opposants flamands craignant notamment que la division affaiblisse

le caractère syndical de l'AGJPB côté flamand. La difficulté est qu'il faut trouver une majorité de 75%, exigée par le statut des unions professionnelles. Une des inquiétudes côté francophone est que la fédéralisation aboutisse à un sous-financement : le subside francophone est inférieur au subside flamand (en effet, la clé de partage 60-40 du subside fédéral était favorable aux flamands, plus nombreux), et il y a moins de journalistes francophones que flamands, donc moins de

La discussion au sein du comité directeur unitaire n'est pas toujours sereine, mais on décide d'avancer. Finalement, le projet est prêt et exposé à une première AG, le 22 février 1997, puis mis au vote lors d'une AG extraordinaire le 28 juin 1997. Assemblée générale vraiment extraordinaire car un vote électronique est organisé pour la toute première fois. 531 membres sont présents ou représentés. Procédure de vote article par article, puis vote sur l'ensemble. L'article 1er est la base du projet : il

RICARDO GUTIÉRREZ : "MALG

🐧 n tant que liégeois de l'AJP, il y a 20 ans moi j'y cro L'idée était de mieux servir nos membres, et ça a f général de la FEJ (fédération européenne des jou 🎜 l'AJP qui est un animal rare. Parce qu'elle a un do mais aussi de syndicat. Peu d'associations eu Europe sor terrain. Campagnes diversité, formation, soutien aux pig

Martine Simonis: Effectivement, l'AJP offre beauc solidarité dans la profession et est-ce qu'elle est centr Ricardo Gutiérrez: On ne peut pas être une organisati offrir des services et la notion de solidarité est plus que jan spontanément. Il faut des associations comme l'AJP pour pour nourrir la solidarité. La FEJ le fait aussi au niveau notamment par rapport aux pays de l'Est qui vivent de bien plus difficiles que les nôtres. Souvent dans des pays o des régimes durs la solidarité interne est assez faible, les ont peur -en Turquie certains journalistes sont en prison retweeté des infos! - mais la FEJ est là pour soutenir les j Là et ailleurs. Plus que jamais cette solidarité doit s'expr On participe aussi au Conseil de l'Europe à une plat répertorie les violations de la liberté de la presse. Pas se Turquie. Le sixième Etat visé par le plus d'alertes c'est la sent que la liberté de la presse décline partout. On a vrais d'une solidarité professionnelle.

M.S.: L'environnement dans lequel les journalistes aujourd'hui est instable. Il y a l'insécurité physique



l'AJP. Photo: Michel Damanet.



d'enquêtes... dans une ambiance conviviale et festive. Photo : Michel Damanet.

S PRÊTS"

prévoit l'officialisation des « ailes linguistiques » sous la forme d'ASBL et il est approuvé par... 73% des votants. Il fallait 75%.

L'assemblée charge le comité directeur d'améliorer son projet. Le projet est retravaillé et soumis à une assemblée générale extraordinaire (convoquée deux fois, pour éviter le problème de quorum) le 28 février 1998 : cette fois, le projet est approuvé. D'ailes linguistiques, on est passé à la création d'unions professionnelles à part entière : l'AJP et la VVJ sont créées par les sept membres francophones d'une part, flamands de l'autre, de l'AGJPB, et un protocole d'accord est conclu qui règle le financement des activités fédérales. Restera à attendre l'approbation par le Conseil d'État, qui prendra 10 ans! En 2008, les statuts sont publiés au Moniteur belge.

Philippe Leruth

Extrait de son discours exposé lors de la soirée des 20 ans de l'AJP



Philippe Leruth, président de la Fédération internationale des journalistes, Jean-Claude Marcourt, le ministre des Médias, Martine Simonis, secrétaire générale de l'AJP, et François Ryckmans, président de l'AJP. Photo: Michel Damanet

RÉ LA SITUATION CATASTROPHIQUE, JE RESTE OPTIMISTE"

yais, je disais relevons le pari, séparons-nous. onctionné. Maintenant, en tant que secrétaire rnalistes) j'ai une tendresse particulière pour uble statut, celui d'association professionnelle it aussi diversifiées dans leurs actions sur le istes, déontologie...

oup de services. Mais qu'en est-il de la ale et le sera dans le futur?

on représentative des journalistes sans leur nais indispensable. La solidarité ne vient pas

construire, u européen, s situations confrontés à journalistes pour avoir ournalistes. imer.

eforme qui ulement en France. On nent besoin

travaillent mais aussi



l'insécurité d'emploi. Et les mutations du métier, des relations avec le public. Comment traverser cette période d'instabilité sans perdre son âme, en gardant son identité?

R.G.: Les périodes de crises sont aussi des opportunités de refondation. Malgré la situation catastrophique je reste optimiste. Il est vrai que la profession a quelque peu perdu son aura, mais le meilleur moyen de retrouver du crédit c'est de jouer entièrement notre rôle. Je vois de plus en plus de journalistes, et des jeunes journalistes, qui renouent avec les missions de base du journalisme. Le rôle du journaliste est d'être un contre-pouvoir. Le journaliste est celui qui interpelle les détenteurs du pouvoir. Je vois que cette ambition revient. Je pense que nous retrouverons, comme journalistes, notre crédit si nous jouons pleinement notre rôle, en redevenant utiles pour les citoyens. Et ce, malgré la précarité économique. Après avoir touché le fond, on ne peut que remonter. Il faut être là pour soutenir ce rebond, avec des activités de défense des journalistes, le journalisme de qualité, l'investigation, la formation, le soutien

aux indépendants...

M.S.: Aura-t-on encore besoin de telles structures qui défendent la profession à l'horizon 2038? Ou alors, faut-il passer à autre chose?

R.G.: La transformation est en cours. L'AJP d'aujourd'hui n'a rien à voir avec l'AJP de 1998. Les services rendus, les combats menés sont différents. Nos associations représentatives sont le reflet de la profession qui évolue. Nous nous adaptons, nous accompagnons ce changement. Nous ne sommes pas face à des associations amorphes ou rétives par rapport au changement. Au contraire. Par des actions nouvelles, les associations évoluent. Ce qui crée un élan que les membres suivent. Ce qui donne d'autant plus d'impulsion à ce changement. Moi je vois des organisations en mouvement, pas des associations qui attendent les bras croisés que la crise passe. On organise, par exemple au niveau européen, des séminaires sur les nouveaux modèles de financement du journalisme. Oui la FEJ et l'AJP seront toujours là en 2038.